

DÉPARTEMENT  
DE LA CHARENTE-MARITIME

Arrondissement  
de ROCHEFORT

Canton  
de ROYAN

Commune  
de ROYAN

78078

Objet

Garantie de la Ville de  
ROYAN à un emprunt de  
4 512 000 F souscrit  
par la SAIEM

DATE DE CONVOCATION

29 MAI 1978

DATE D'AFFICHAGE

29 MAI 1978

Nombre de conseillers  
en exercice 27

Nombre de présents 20

Nombre de votants 24

# Extrait du Registre des Délibérations DU CONSEIL MUNICIPAL

## COMMUNE DE ROYAN

L'An mil neuf cent soixante dix huit  
le deux juin à 21 heures  
le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la  
présidence de Monsieur TETARD, Maire.

Etaient présents : MM. MM. TETARD, DUFOUR, BUJARD, LIS, LACHAUD,  
BOUTET, FABER, PAPEAU, POUMAILLOUX, MAURELLET, BOISARD, GUICHAQUA,  
BROTREAU, DUFEIL; BERLAND, TAP, PELLETIER, BOULAN, CABAL-BOUCHET.

Excusé : M. COLLE

formant la majorité des membres en exercice.

Représentés : MM. VIAUD par M. PAPEAU  
MONTRON par M. POUMAILLOUX  
POUGET par M. BUJARD  
Absents : MM. Melle FOUCHE par M. TETARD  
NAULIN -Mme TACQUET

M. PELLETIER a été élu Secrétaire.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la demande formulée par la Sté Anonyme Immobilière  
d'Economie Mixte de la Ville de ROYAN et tendant à contracter  
auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations un emprunt de 4  
4 512 000 F en vue de parfaire le financement d'un programme de  
construction de 70 logements sis à ROYAN au Fief.

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date  
du 27 octobre 1977,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

ARTICLE 1er. - La Commune de ROYAN accorde sa garantie à la  
S.A.I.E.M. de ROYAN pour le remboursement d'un emprunt de  
4 512 000 F que cet organisme se propose de contracter auprès  
de la Caisse des Dépôts pour une période maximum de 20 ans.

Le taux d'intérêt appliqué restera compris dans la limite  
acceptée par les autorités de tutelle pour les emprunts des  
collectivités locales.

Au cas où ledit organisme, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la commune de ROYAN s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande de la Caisse des Dépôts adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que la Caisse des Dépôts discute au préalable l'organisme défaillant.

ARTICLE 2. - Le Conseil Municipal s'engage, pendant toute la durée de la période d'amortissement, à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant de l'annuité.

ARTICLE 3. - M. le Maire de ROYAN est autorisé à intervenir au nom de la commune au contrat d'emprunt à souscrire par la SAITEM de la Ville de ROYAN.

Il est invité à poursuivre, s'il y a lieu, l'approbation de la présente délibération.

Fait et délibéré à ROYAN, les jour, mois et an susdits  
Ont signé au registre, MM. les Membres présents.



Pour extrait conforme,  
Le Maire,



APRIL 1978

Rochelle, le  
Le Préfet,

LE PRÉFET,  
de Sc...

Administrative Services

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT



ENTRE :

La Ville de ROYAN, représentée par M. TETARD, son Maire, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 2 JUIN 1978 et ci-après désignée par "la Ville"

d'une part,

ET :

La Société Anonyme Immobilière d'Economie Mixte de la Ville de ROYAN Société Anonyme au capital de 1 040 000 F dont le siège social est à ROYAN, en l'Hôtel de Ville, immatriculée au registre du commerce sous le N° 71B2 ROYAN représentée par M. FABER, Président du Conseil d'Administration agissant es-qualité et dûment habilité en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 17 JUIN 1977 et ci-après désignée par "La Société".

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er :

La Ville garantit pour la totalité de sa durée le paiement des intérêts et de l'amortissement d'un emprunt de 4 512 000 F au taux indiqué par le contrat de prêt à intervenir et remboursable en 20 années, souscrit par la Société auprès de la Caisse des Dépôts en vue de parfaire le financement d'un programme de construction de 70 logements sis à ROYAN ZUP du Fief.

ARTICLE 2 :

Cette garantie est accordée sous réserve que la constitution obligatoire d'hypothèque au profit de la Ville de ROYAN dès la première défaillance de l'emprunteur, soit effectuée aux conditions et modalités fixées par la Ville de ROYAN et à sa seule initiative.

ARTICLE 3 :

La Ville sera partie au contrat à intervenir entre la Caisse des Dépôts et la Société.

Elle sera mise en possession, dès son établissement, du tableau d'amortissement du prêt fixant les dates et le montant des échéances d'intérêts et d'amortissement.

ARTICLE 4 :

Pendant toute la période au cours de laquelle la garantie serait susceptible d'intervenir, la Société s'interdit d'aliéner les immeubles désignés à l'article 1er ci-dessus sans l'accord exprès et préalable de la Ville.

ARTICLE 5 :

Le Conseil Municipal s'engage, pendant toute la durée de la période d'amortissement du prêt, à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant de l'annuité du prêt.

ARTICLE 6 :

La Société s'engage à prévenir la Ville, deux mois au moins à l'avance, de l'impossibilité où elle se trouverait de faire face à tout ou partie d'une échéance. Elle devra fournir à l'appui de sa communication toutes les justifications nécessaires.

ARTICLE 7 :

Il est expressément stipulé que les versements qui seraient effectués par la Ville au lieu et place de la Société auront le caractère d'avances remboursables et ne porteront pas intérêt.

Toutefois, au cas où la Ville aurait dû faire face à ces versements au moyen de fonds d'emprunt, le montant des intérêts supportés serait ajouté au montant des avances.

ARTICLE 8 :

La Société s'engage à rembourser les décaissements effectués par la Ville dès qu'elle sera en mesure de le faire. Elle devra prendre toutes dispositions utiles pour apurer sa dette dans les moindres délais tout en assurant l'équilibre de son exploitation.

Cependant, en aucun cas, le remboursement à la Ville des avances consenties ne pourra porter préjudice au règlement des sommes dues, tant en amortissement qu'en intérêt, aux établissements prêteurs.

Sous la réserve établie à l'alinéa précédent, la possibilité pour la Société de rembourser à la Ville les sommes avancées, devra être appréciée au seul point de vue de la situation de la trésorerie, sans que la Société soit fondée à se prévaloir de la constitution de provisions ou de réserves, autre que la réserve légale, dont elle n'aurait pas l'emploi immédiat.

ARTICLE 9 :

Afin de permettre à la collectivité garante d'apprécier la situation financière de la Société, en particulier en cas de mise en jeu effective de la garantie, la Société produira chaque année à la Ville, dans les six mois suivant la clôture de l'exercice social; les

bilans, compte d'exploitation et compte de profits et pertes de l'exercice écoulé.

La Société prendra toutes dispositions nécessaires pour que sa comptabilité permette d'individualiser les opérations ayant fait l'objet de garanties distinctes.

En outre, la Société, sur simple demande de la Ville, devra fournir, à l'appui de ses documents comptables, toutes justifications utiles. Elle devra permettre à toute époque, aux agents désignés par l'Autorité de Tutelle de la Ville, de contrôler son fonctionnement, d'effectuer la vérification de sa Caisse ainsi que de ses livres de comptabilité et, d'une manière générale, de s'assurer de la parfaite régularité de toutes ses opérations.

ARTICLE 10 :

En cas de mise en jeu effective de la garantie prévue par la présente convention, un compte particulier sera ouvert dans les écritures de la Société

Il comportera :

au crédit : le montant des versements effectués par la Ville, éventuellement majoré des intérêts supportés par celle-ci dans le cas visé au 2ème alinéa de l'article 7.

au débit : le montant des remboursements effectués à la Ville par la Société.

ARTICLE 11 :

L'application de la présente convention se poursuivra jusqu'à complet remboursement du prêt qui en fait l'objet et, s'il y a lieu, jusqu'à ce que le compte d'avances prévu à l'article 10 ci-dessus soit soldé.

ARTICLE 12 :

La présente convention ne deviendra définitive qu'après l'approbation de l'Autorité de Tutelle.

ARTICLE 13 :

Tous les droits et frais auxquels pourra donner lieu la présente convention sont à la charge de la Société.



FAIT à ROYAN, le 2 JUIN 1978

*[Signature]*

La Ville de ROYAN

FAIT à ROYAN, le 2 JUIN 1978

*[Signature]*

La SAIEM de la Ville de ROYAN



APPROUVÉ  
elle, le 28 JUIN 1978

Le Préfet,  
M. Dominique PALEWSKI

Dominique PALEWSKI